



**JUSTICE
PESTICIDES**

Bulletin d'information sur les pesticides - N°4 - Juillet 2021

L'actualité des pesticides

Justice Pesticides collecte les contentieux judiciaires relatifs aux pesticides dans le monde entier afin d'aider les victimes de ces produits toxiques à obtenir réparation en justice.

Nous essaierons de vous **délivrer régulièrement** (tous les deux mois) des **nouvelles judiciaires, législatives et associatives concernant les pesticides, et les initiatives pour lutter contre ces poisons planétaires.**

Nous espérons que vous trouverez ces informations intéressantes et utiles. Merci de partager ce bulletin avec vos contacts potentiellement intéressés.

ACTUALITÉS JURIDICTIONNELLES



La CJUE rejette la demande de Bayer de lever les interdictions contre ses néonicotinoïdes

La Cour de justice de l'Union Européenne a rejeté l'appel de Bayer pour faire annuler le règlement européen relatif aux conditions d'approbation de trois substances actives néonicotinoïdes, et interdisant l'utilisation et la vente de semences traitées avec des pesticides contenant ces substances actives.

[En savoir plus](#)



France : Relaxe de 21 activistes anti-glyphosate, au nom de l'état de nécessité

Le tribunal correctionnel de Foix a décidé la relaxe de 21 faucheurs d'OGM jugés pour « dégradation du bien d'autrui en réunion ». Ces activistes avaient dégradé les étiquettes de centaines de bidons d'herbicides à base de glyphosate afin de dénoncer la dangerosité de ces produits.

[En savoir plus](#)



France : Annulation de l'autorisation de l'herbicide Roundup Pro 360 confirmée

La Cour administrative d'appel de Lyon rejette les requêtes de Bayer et de l'Agence nationale de sécurité alimentaire (ANSES) contre la décision d'annulation de l'autorisation de mise sur le marché du Roundup Pro 360 et confirme l'erreur manifeste d'appréciation dans l'évaluation des risques du glyphosate, sur le fondement du principe de précaution.

[En savoir plus](#)



Italie : Un référendum communal anti pesticides contesté. Les producteurs viticoles déboutés.

La ville de Conegliano, au Nord-Est de l'Italie, a organisé en 2018 un referendum sur l'interdiction de tous les pesticides de synthèse dans la municipalité. Les grandes associations de producteurs viticoles ont contesté la validité du référendum. Néanmoins, le Conseil d'État italien rejette le recours des producteurs et soutient la légalité du référendum de Conegliano.

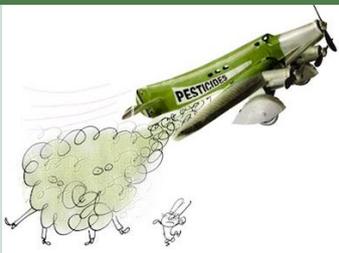
[En savoir plus](#)



U.S.A. : L'accord à 2 milliards de Bayer pour les victimes du Roundup rejeté par le juge

Le juge fédéral de Californie Vince Chhabria a rejeté vertement la proposition de Bayer pour un accord à 2 milliards de dollars pour résoudre les futures plaintes de victimes du Roundup. Le juge pointe les dangers du porcéssus pour les victimes.

[En savoir plus](#)



U.S.A. : Des viticulteurs texans victimes du dicamba portent plainte contre Monsanto et BASF

57 viticulteurs texans ont mené une action en justice devant le tribunal de l'Etat du Texas contre Monsanto et BASF. Selon les vigneronns texans, 95% de leurs vignes ont été endommagées par le dicamba.

[En savoir plus](#)



France. Agent orange : la plainte d'une Franco-Vietnamienne jugée irrecevable

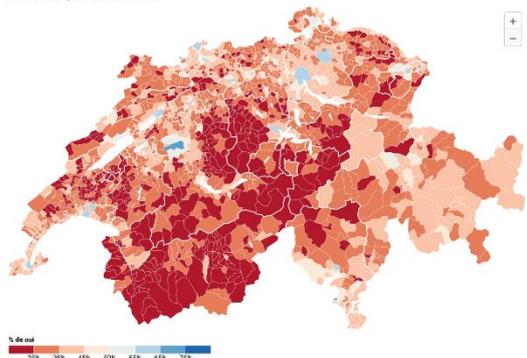
Le tribunal d'Evry a jugé irrecevable la plainte de Madame Tran To Nga contre 14 multinationales de l'agrochimie, accusées d'avoir produit « l'agent orange », un défoliant massivement utilisé par les forces armées américaines durant la guerre du Vietnam.

[En savoir plus](#)

ACTUALITÉS LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES

Initiative contre les pesticides de synthèse

Dernière mise à jour: 13/06/2021 à 17:48



Suisse : 39% en faveur de l'interdiction des pesticides de synthèse lors du référendum

Le 13 juin 2021, les Suisses étaient appelés à se prononcer par référendum sur l'initiative « Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse », demandant l'abandon des pesticides de synthèse par tous les usagers. Malheureusement, la proposition d'interdire les pesticides a été rejetée par 58 % des votants, contre 39 % en sa faveur.

[En savoir plus](#)



Première étape de la procédure de renouvellement de l'autorisation européenne du glyphosate

Dans le cadre du processus de renouvellement de l'autorisation du glyphosate, les quatre États Membres rapporteurs chargés de la réévaluation des risques associés au glyphosate (France, Hongrie, Pays-Bas et Suède) ont rendu aux autorités européennes un rapport largement en faveur des pesticides.

[En savoir plus](#)

ACTIVITÉS ASSOCIATIVES



Des experts proposent une définition historique de l'écocide

Un comité d'experts internationaux, présidé par l'avocat Philippe Sands (Royaume-Uni), et l'ancienne procureure des Nations Unies, Dior Fall Sow (Sénégal), a proposé le 22 juin 2021 une définition du crime d'écocide. Celui-ci pourrait devenir le cinquième crime relevant de la compétence de la Cour pénale internationale (CPI).

[En savoir plus](#)



Nouveau rapport accablant de PAN Europe sur les manquements de l'EFSA en matière de régulation des pesticides



Espagne : Nouveau rapport de *Ecologistas en Acción* : *Directement dans vos hormones. Guide des aliments perturbateurs*

Notre partenaire PAN-EU a publié son dernier rapport *EFSA: Science or Ideology*. Celui-ci examine le processus d'autorisation de 12 pesticides présumés génotoxiques et évalués par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) depuis 2006. Il révèle que l'EFSA a ignoré les risques reconnus de cancers et a contourné la réglementation de 2009 pour donner le feu vert à ces 12 pesticides.

[En savoir plus](#)

La confédération espagnole *Ecologistas en Acción*, partenaire de Justice Pesticides, a lancé début mai la nouvelle édition de son rapport, faisant le constat alarmant que le niveau d'exposition de la population espagnole aux résidus de pesticides contenus dans les aliments est bien trop élevé. L'Espagne était par ailleurs le leader des ventes de pesticides en Europe en 2019.

[En savoir plus](#)



**JUSTICE
PESTICIDES**

Vous pouvez nous aider !

Justice Pesticides a besoin de votre aide pour développer sa base de données des procédures judiciaires concernant les pesticides dans le monde. Cette base de données, unique au monde, est une source d'information précieuse pour aider les victimes des pesticides à obtenir la justice qui leur est due et les associations à se pourvoir contre les autorisations de ces produits toxiques. Faire un don à l'association Justice Pesticides, c'est aider à la définition de stratégies juridiques pour en terminer avec l'empoisonnement de la planète et aider à renforcer la solidité des contentieux actuels et futurs, qui ne font qu'augmenter.

[Je donne à Justice Pesticides](#)

Justice Pesticides
42 rue de Lisbonne
75 018 PARIS

contact@justicepesticides.org

Si vous avez reçu ce bulletin par un autre biais que Justice Pesticides, vous pouvez vous y abonner gratuitement sur le formulaire présent sur le site.

[S'inscrire au bulletin d'information](#)

